

ONUSIDA : La distribution de médicaments préventifs a chuté de 64 % au Burundi

ONU Info, le 26 novembre 2025 La riposte mondiale au VIH face à son pire revers depuis des décennies La riposte mondiale au VIH est confrontée à son revers le plus grave depuis des décennies, averti mardi l'ONUSIDA, alors que des coupes budgétaires brutales et une détérioration du contexte des droits de l'homme perturbent les services de prévention et de traitement dans des dizaines de pays. Dans son rapport publié dans la perspective de la Journée mondiale de lutte contre le sida 2025, intitulé « Surmonter les perturbations, transformer la riposte au sida », l'ONUSIDA constate une forte baisse de l'aide internationale.

Les projections de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indiquent que le financement extérieur de la santé pourrait diminuer de 30 à 40 % en 2025 par rapport à 2023. L'impact a été particulièrement grave, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire fortement touchés par le VIH. « La crise du financement a mis en lumière la fragilité des progrès que nous avons si durement obtenus », a déclaré Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, lors d'une intervention à Genève. « Derrière chaque donnée de ce rapport se cachent des personnes et des familles non préparées pour le VIH, des jeunes femmes privées de soutien en matière de prévention et des communautés soudainement laissées sans services ni soins. Nous ne pouvons pas les abandonner ».

Les services de prévention « les plus durement touchés » L'ONUSIDA signale des perturbations généralisées dans la prévention du VIH, le dépistage et les programmes communautaires : Dans 13 pays, le nombre de personnes ayant commencé un traitement a diminué. Des ruptures de stock de kits de dépistage du VIH et de médicaments essentiels ont été signalées en Éthiopie et en République démocratique du Congo. La distribution de médicaments préventifs a chuté : de 31 % en Ouganda, de 21 % au Viêt Nam et de 64 % au Burundi. 450 000 femmes en Afrique subsaharienne n'ont plus accès à leurs médicaments, des travailleuses communautaires de confiance qui les orientent vers les soins. Le Nigeria a enregistré une baisse de 55 % de la distribution de préservatifs. Avant la crise, les adolescentes et les jeunes femmes étaient gravement touchées : 570 nouvelles infections au VIH sont recensées chaque jour chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans. L'ONUSIDA alerte sur le fait que le démantèlement des programmes de prévention les rend encore plus vulnérables. Les organisations communautaires, piliers de la lutte contre le VIH, sont également sous pression. Plus de 60 % des organisations dirigées par des femmes déclarent avoir dû suspendre des services essentiels. Selon les modélisations de l'ONUSIDA, l'absence de rétablissement des services de prévention pourrait entraîner 3,3 millions de nouvelles infections au VIH supplémentaires entre 2025 et 2030.

Reculs sur les droits humains Cette crise de financement survient dans un contexte de restrictions croissantes imposées à la société civile et de multiplication des lois punitives ciblant les groupes marginalisés les plus touchés par le VIH. Pour la première fois depuis que l'ONUSIDA a commencé à recenser ces législations, le nombre de pays criminalisant les relations homosexuelles et l'expression de genre a augmenté en 2025. À l'échelle mondiale : 168 pays criminalisent une forme ou une autre du travail du sexe, 152 criminalisent la possession de drogues à petite échelle, 64 criminalisent les relations homosexuelles, 14 criminalisent les personnes transgenres. Les restrictions imposées à la société civile, notamment les règles d'enregistrement contraignantes et les limitations de l'aide internationale, entravent davantage l'accès aux services. L'impact au Zimbabwe Depuis Harare, le Dr Byrone Chingombe, directeur technique du Centre de recherche sur la santé sexuelle et le VIH/sida (CeSHHAR), a décrit l'impact concret des coupes budgétaires au Zimbabwe. « À 2025 a été une année difficile », a-t-il déclaré. « L'arrêt des financements en entraînera le licenciement des prestataires de services du jour au lendemain. Les médicaments étaient disponibles, mais les personnes chargées de les distribuer avaient disparu. Cela a perturbé l'observance des traitements et, plus important encore, a rompu le lien de confiance ». Le taux de dépistage du VIH au sein du CeSHHAR a chuté de plus de 50 %, une baisse qui, selon lui, reflète un manque d'accès aux tests et non une diminution des besoins. Les équipes communautaires, déjà surchargées, tentent de pallier ce manque. Il a souligné deux pistes encourageantes : la résilience des communautés et les nouvelles technologies de prévention à action prolongée, notamment le vaccin injectable dont l'autorisation de mise sur le marché a été récemment accordée au Zimbabwe et qui devrait être disponible dans les pays d'ici 2026. Appel à l'action L'ONUSIDA exhorte les dirigeants mondiaux à : Réaffirmer la solidarité internationale et le multilatéralisme, notamment les engagements pris lors du sommet des dirigeants du G20 en Afrique du Sud. Maintenir et accroître le financement de la lutte contre le VIH, en particulier pour les pays les plus dépendants de l'aide extérieure. Investir dans l'innovation, notamment dans des traitements préventifs abordables à longue durée d'action. Défendre les droits humains et autonomiser les communautés, à travers des programmes essentiels de riposte au VIH. « C'est le moment de choisir », a affirmé Mme Byanyima. « Nous pouvons laisser ces chocs annuler des décennies de progrès durement acquis, ou nous pouvons nous unir autour de la vision commune de mettre fin au sida. Des millions de vies dépendent des choix que nous faisons aujourd'hui ». UNAIDS/Cynthia R Matonhodze

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});